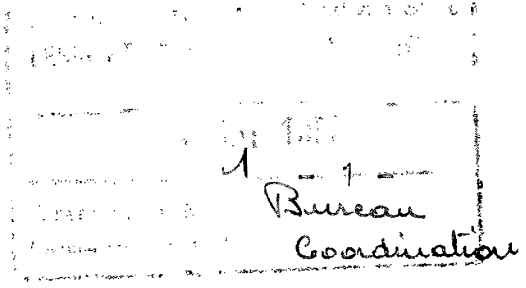
ML.



L. 4626/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 3 février 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "prononçant la dissolution de l'Office des Séquestres et complétant la législation relative aux séquestres", a donné le 30 mars 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e Februari 1955 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot ontbinding van de Dienst van het Sequester en tot aanvulling van de wetgeving op het sequester", heeft de 30e Maart 1955 het volgend advies gegeven :

Les trois premiers articles du projet sont relatifs à la liquidation de l'Office des séquestres, dont l'article 1er prononce la dissolution.

L'article 22 de l'arrêté-loi du 23 août 1944 dispose :

"Lors de la dissolution de l'Office, il sera procédé à la liquidation de son avoir. L'Etat reprendra l'actif à charge de supporter le passif".

Le but du projet est, notamment, de mettre fin à l'existence de l'Office et de transférer ses droits et obligations à l'Etat.

L'Etat reprenant l'actif et le passif de l'Office, purement et simplement, il n'est pas question de procéder à une véritable liquidation de l'avoir propre de l'Office.

C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat propose d'omettre les dispositions du projet relatives à la liquidation et de prévoir seulement, dans l'article 1er, la dissolution de l'Office et le transfert de ses droits et obligations à l'Etat, qui se substituera, par ailleurs, de plein droit à l'Office dans les procédures en cours. Cette dernière disposition aura pour effet d'épargner aux intéressés des frais inutiles résultant notamment des reprises d'instance.

.../...

Il appartiendra au Roi, chargé d'exécuter la loi, de régler entre autres les modalités de la prise de possession et de l'affectation des biens de l'Office.

L'article 4, dernier alinéa, du projet prévoit que les fonds séquestrés seront repris à un article spécial du budget pour ordre, sous la rubrique "Fonds de tiers dont le remboursement a lieu directement par le comptable qui en a effectué la recette".

L'intention du Gouvernement étant de se référer à une rubrique déjà existante du budget pour ordre, le Conseil d'Etat a modifié la rédaction du texte en conséquence.

L'article 5 du projet est relatif à la prescription de trois ans des actions en responsabilité dirigées contre l'Office et ses administrateurs ou contre l'Etat, en tant qu'il succède aux obligations de l'Office ou qu'il achève sa mission.

L'exposé des motifs précise qu'il s'agit d'actions intentées par les séquestrés ou par des tiers qui se prétendraient lésés par suite de fautes ou négligences commises dans la gestion et la réalisation des patrimoines séquestrés.

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat que l'article 5 du projet, tel qu'il est précisé par l'exposé des motifs, ne traduit pas exactement les intentions du Gouvernement. Celui-ci

.../...

voudrait, en effet, soumettre à la courte prescription de trois ans toutes actions, d'où qu'elles émanent, intentées, pour faits de leurs fonctions, contre les administrateurs, mandataires et préposés de l'Office ou contre les agents de l'Etat, en tant que ce dernier succède à l'Office ou achève sa mission, de même que les actions non contractuelles, intentées contre l'Office ou contre l'Etat, successeur de l'Office.

Le texte proposé par le Conseil d'Etat tient compte de ces intentions du Gouvernement en y ajoutant certaines précisions ou certains correctifs.

Et tout d'abord, la prescription de trois ans à laquelle sont soumises en principe les actions visées par le projet ne préjudicie pas aux prescriptions plus courtes édictées par des lois particulières, étant entendu qu'il s'agit ici de prescriptions civiles ne résultant pas de faits qualifiés par la loi pénale. C'est ainsi que, si le "fait de la fonction", du chef duquel un employé ou un ouvrier serait poursuivi par l'Office, se confondait avec l'exécution du contrat d'emploi ou de travail, l'intéressé bénéficierait de la prescription plus courte prévue par les dispositions légales relatives au contrat d'emploi (article 28 de la loi du 7 août 1922) ou au contrat de travail (article 6 de la loi du 10 mars 1900). Par contre, si les lois particulières prévoient des prescriptions plus longues, c'est la prescription de trois ans visée au projet qui l'emporte.

Il y a lieu de régler également, du point de vue de la prescription, le sort des actions "qui résultent d'un fait qualifié par la loi pénale". Le Conseil d'Etat estime que cette matière est dominée par le principe que l'action civile résultant d'une

infraction se prescrit dans le même temps que l'action publique. Dès lors, s'agissant d'un "fait de la fonction" constitutif d'infraction, si la prescription pénale est plus courte que la prescription prévue au projet, l'intéressé pourra invoquer le bénéfice de la première. Si, par contre, la prescription pénale est plus longue que la prescription de trois ans du projet, cette dernière prescription ne pourra pas être invoquée.

Une dernière hypothèse doit être envisagée. Qu'en est-il si la loi dissocie la durée de la prescription civile de la durée de la prescription pénale, en décidant que celle-ci sera plus courte que celle-là (voyez, par exemple, l'article 12 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par l'arrêté-loi du 6 septembre 1946, ainsi que l'article 218 du Code des droits d'enregistrement) ?

En pareil cas, le Conseil d'Etat propose d'admettre que l'action civile se prescrira dans le délai plus long prévu par la loi, sans que ce délai puisse toutefois dépasser, soit le délai de trois ans visé au projet, soit le délai de prescription de l'action publique, si ce dernier délai est plus long que le délai de trois ans précité.

Par exemple, si la prescription pénale est d'un an et la prescription civile de cinq ans, le délai d'intentement de l'action civile sera ramené à trois ans. Si, par contre, la prescription pénale est de dix ans et la prescription civile de vingt ans, le délai d'intentement de l'action civile sera, non de trois ans, mais de dix ans.

.../...

De même que l'article 18 de l'arrêté-loi du 23 août 1944 relatif au séquestre des biens, droits et intérêts ennemis, avait repris, pour régler la responsabilité des administrateurs de l'Office, les dispositions des articles 61 et 62 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le Conseil d'Etat s'est inspiré, dans le texte qu'il propose, de l'article 194 des mêmes lois coordonnées, relatif à la prescription quinquennale de certaines actions, mais en y apportant quelques compléments.

Le texte proposé vise non seulement les administrateurs, mais aussi les mandataires et les préposés de l'Office ainsi que les "agents" de l'Etat, successeur de l'Office. Le terme "mandataire" doit être interprété très largement et viser notamment toute personne qui est intervenue, à un titre quelconque, sur instruction de l'Office. La même interprétation large doit être donnée au terme "agents" qui ne désigne pas seulement les agents de l'Etat, au sens strict du mot, mais toute personne, notamment, qui pourrait être assimilée à un mandataire ou à un préposé ou serait intervenue, à un titre quelconque, sur instruction de l'Etat.

Le domaine des actions soumises à la prescription de trois ans est très vaste et comprend notamment : les actions fondées sur l'article 18 précité de l'arrêté-loi du 23 août 1944, l'actio mandati pour faute de gestion, l'action du commettant contre le préposé, l'action fondée sur la violation de la législation en matière de séquestre ou sur la violation d'obligations légales en général ainsi que sur la faute

aquilienne, préjudiciable aux séquestrés ou aux tiers, commise à l'occasion de la gestion ou de la réalisation des patrimoines séquestrés.

Par contre, ne sont pas soumises à la prescription de trois ans, les actions fondées sur des rapports contractuels établis entre l'Office et des tiers, qui auraient, par exemple, conclu avec lui un bail ou un contrat de vente.

Par analogie avec l'article 194 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le délai de prescription court, en principe, à partir des faits.

Toutefois, le point de départ du délai doit être différent lorsqu'il s'agit d'une action intentée par un séquestré. On ne peut pas, en effet, faire courir le délai avant que le séquestré n'ait recouvré sa liberté d'action, c'est-à-dire avant que le séquestre n'ait pris fin.

Or, le séquestre prend fin soit par mainlevée, soit par l'achèvement de la liquidation.

S'agissant de biens ennemis, les cas de mainlevée sont rares et le séquestre prend fin normalement par l'attribution au Trésor du produit net de la liquidation (article 23 de la loi du 14 juillet 1951).

Toutefois, les séquestrés ennemis n'auront d'action contre l'Office ou l'Etat-successeur que pour autant qu'ils obtiennent la mainlevée. En effet, si un acte de mauvaise gestion avait été commis, sans qu'il fût question de lever le séquestre, il en résulterait que le montant versé au Trésor serait moins élevé, mais le séquestré ennemi serait sans intérêt et sans action pour s'en plaindre.

S'agissant du séquestre des inculpés , le séquestre ne prend fin que par mainlevée.

Le séquestré a intérêt à se plaindre d'un acte de mauvaise gestion qui réduit la valeur de son patrimoine et l'empêche éventuellement de s'acquitter de ses dettes envers l'Etat.

Il résulte des considérations qui précèdent qu'en ce qui concerne l'action du séquestré, il y a lieu de décider que le délai de prescription commence à courir à partir de la mainlevée.

Le texte proposé par le Gouvernement précise que le délai court à partir, soit du dépôt à la poste d'une lettre recommandée portant notification de la mainlevée au séquestré, s'il s'agit d'un séquestre de biens ennemis, soit de la publication de la mainlevée au Moniteur belge, s'il s'agit d'un autre séquestre.

.../...

Il y a lieu de faire observer, à propos de ce texte, que si la publication de la mainlevée au Moniteur est prévue par la législation existante, il n'en est pas de même pour l'envoi d'une lettre recommandée, en cas de séquestre de biens ennemis. Il en résulte que cette dernière disposition est nouvelle.

Par analogie avec les règles applicables à la prescription quinquennale en matière de sociétés, la prescription de trois ans visée au projet reste soumise aux causes d'interruption du droit commun.

En ce qui concerne les mineurs et les interdits, le texte proposé fait application de l'article 2278 du Code civil dont il reprend les termes.

\+

\+ \+

La Chambre a voté, en sa séance du 3 février 1954, un projet de loi relatif à l'exécution des contrats d'assurance sur la vie souscrits, en Belgique, postérieurement au 10 avril 1920, par les entreprises allemandes d'assurances en cours ou non entièrement liquidés à la date du 4 septembre 1944.

Ce projet a fait l'objet d'un rapport au Sénat de la part de la Commission des Affaires économiques et des Classes moyennes (Sénat, session 1953-1954, doc. n° 202, séance du 18 février 1954). Un amendement a été déposé le 9 mars 1954 par M. ROLIN (Ibid., doc.n° 267).

.../...

Le projet actuellement soumis au Conseil d'Etat ayant une incidence sur le projet de loi dont question ci-dessus, il y aurait lieu de mettre ce dernier en concordance avec le projet prononçant la dissolution de l'Office des séquestres.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose, dans le texte ci-après, des modifications de forme qui ne demandent pas de commentaire.

Article 1er.-

L'Office des séquestres est dissous.

Ses droits et obligations sont transférés à l'Etat.

L'Etat est substitué de plein droit à l'Office dans les procédures en cours.

Article 2.-

Les attributions de l'Office sont transférées au Ministre des Finances (Administration de l'enregistrement et des domaines).

.../...

Article 3.-

Les employés encore au service de l'Office sont repris par l'Administration de l'enregistrement et des domaines en qualité d'agents temporaires, à moins qu'ils ne préfèrent conserver le régime de leur contrat d'emploi.

Un arrêté royal règle les modalités de cette reprise et fixe les conditions auxquelles les intéressés peuvent bénéficier d'une nomination à titre définitif dans les administrations de l'Etat.

Article 4.-

Les fonds séquestrés sont versés à l'Etat et repris à un article spécial du budget pour ordre, sous la rubrique : "Fonds déposés au Trésor et dont le remboursement a lieu directement par les comptables des administrations qui en ont opéré la recette".

Article 5.-

Sont prescrites par trois ans, sans préjudice des prescriptions plus courtes édictées par des lois particulières, les actions intentées, pour faits de leurs fonctions, contre les administrateurs, mandataires et préposés de l'Office ou contre les agents de l'Etat en tant que ce dernier succède à l'Office ou achève sa mission, de même que les actions intentées contre l'Office ou contre l'Etat et qui ne trouvent pas leur cause dans un contrat.

.../...

Les actions qui résultent d'un fait qualifié par la loi pénale se prescrivent dans le même temps que l'action publique, sauf s'il en est autrement décidé par une loi. En ce dernier cas, elles se prescrivent dans le délai prévu par cette loi, sans que ce délai puisse dépasser, soit celui de trois ans visé au présent article, soit celui de la prescription de l'action publique, si ce dernier délai est plus long que le délai de trois ans précité.

Le délai de trois ans court à partir des faits ou, s'il s'agit de faits antérieurs à l'entrée en vigueur du présent article, à partir de cette entrée en vigueur.

Lorsque l'action est intentée par un séquestré qui a obtenu la mainlevée de son séquestre, le délai de trois ans court à partir, soit du dépôt à la poste d'une lettre recommandée portant notification de la mainlevée au séquestré, s'il s'agit d'un séquestre de biens ennemis, soit de la publication de la mainlevée au Moniteur belge, s'il s'agit d'un autre séquestre. Si la mainlevée a eu lieu avant l'entrée en vigueur du présent article, le délai de trois ans court à partir de cette entrée en vigueur.

Si les faits ont été celés par dol et si leur découverte est postérieure au point de départ du délai fixé aux deux alinéas précédents, le délai ne prend cours qu'à partir de la découverte de ces faits.

.../...

La prescription de trois ans prévue au présent article court contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leurs tuteurs.

Le présent article ne préjudicie pas à l'article 3 de l'arrêté-loi du 14 mai 1946 permettant de placer sous l'administration de l'Office des séquestres les entreprises qui enfreignent la réglementation concernant l'approvisionnement du pays.

Article 6.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1956, à l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur le jour de la publication de la loi au Moniteur belge.

De eerste drie artikelen van het ontwerp hebben betrekking op de vereffening van de Dienst van het sequester, waarvan artikel 1 de ontbinding voorschrijft.

Artikel 22 van de besluitwet van 23 Augustus 1944 bepaalt :

"Bij de ontbinding van de Dienst wordt het vermogen vereffend. De Staat zal de baten overnemen mits de lasten te dragen".

Doel van het ontwerp is onder meer, aan het bestaan van de Dienst een einde te maken en diens rechten en verplichtingen aan de Staat over te dragen.

Aangezien de Staat het actief en het passief van de Dienst zonder meer overneemt, is hier geen sprake van een eigenlijke vereffening van het eigen vermogen van de Dienst.

Daarom stelt de Raad van State voor, de bepalingen over de vereffening uit het ontwerp te schrappen en in artikel 1 alleen te bepalen, dat de Dienst wordt ontbonden en dat zijn rechten en verplichtingen overgaan op de Staat, die voor het overige van rechtswege in de plaats van de Dienst treedt in alle hangende rechtsgedingen. Dit laatste gedeelte van de bepaling zal de belanghebbenden nutteloze kosten, met name wegens hervatting van het geding, besparen.

.../...

Het zal zaak van de Koning zijn, die immers met de uitvoering van de wet is belast, onder meer nadere regelen voor de inbezitneming en de aanwending van de goederen van de Dienst te stellen.

Volgens artikel 4, laatste lid, van het ontwerp, worden de gesequestreerde gelden in een bijzonder artikel van de begroting voor orde opgenomen onder de rubriek "Gelden van derden, waarvan de terugbetaling rechtstreeks geschiedt door de rekenplichtige die er de ontvangst van geboekt heeft".

Daar de Regering naar een reeds bestaande rubriek van de begroting voor orde wil verwijzen, heeft de Raad van State de redactie van de tekst dienovereenkomstig gewijzigd.

Artikel 5 van het ontwerp heeft betrekking op de driejarige verjaring van de aansprakelijkheidsvorderingen tegen de Dienst en zijn beheerders of tegen de Staat voor zover hij in de verplichtingen van de Dienst treedt of diens opdracht voltooit.

De memorie van toelichting verklaart, dat het hier gaat om rechtsvorderingen ingesteld "door onder sequester gestelden of door derden die zich benadeeld zouden beweren ten gevolge van fouten of nalatigheden in het beheer en de tegeldemaking van de onder sequester gestelde patrimonia".

.../...

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg geeft artikel 5 van het ontwerp, zoals het in bedoelde memorie is toegelicht, de bedoeling van de Regering niet nauwkeurig weer. Deze zou immers de korte verjaring van drie jaar willen toepassen op alle rechtsvorderingen, van wie zij ook uitgaan, die ingesteld worden wegens daden in hun ambt verricht door beheerders, gevolmachtigden of aangestelden van de Dienst of door beambten van de Staat voorzover deze de Dienst opvolgt of zijn taak voltooit, en ook op de niet-contractuele rechtsvorderingen, die tegen de Dienst of tegen de Staat als opvolger van de Dienst worden ingesteld.

In de door de Raad van State voorgestelde tekst is met deze bedoeling rekening gehouden onder toevoeging van een aantal verduidelijkingen of verbeteringen.

Allereerst doet de verjaring van drie jaar die in beginsel voor de in het ontwerp bedoelde rechtsvorderingen geldt, geen afbreuk aan kortere verjaringen welke door bijzondere wetten mochten zijn voorgeschreven, met dien verstande dat het hier gaat om burgerlijke verjaringen die niet volgen uit door de strafwet omschreven feiten. Zo zal de belanghebbende, indien de "in het ambt verrichte daad", uit hoofde waarvan een bediende of een werkman door de Dienst zou worden vervolgd, met de uitvoering van het bedienden- of arbeidscontract samenvalt, zich kunnen beroepen op de kortere verjaring voorgeschreven in de wetsbepalingen betreffende het bediendencontract (artikel 28 van de wet van 7 Augustus 1922) of betreffende het arbeidscontract (artikel 6 van de wet van 10 Maart 1900). Ingeval bijzondere wetten daarentegen een langere verjaringstermijn voorschrijven, zal de in het ontwerp bepaalde driejarige verjaring de bovenhand hebben.

.../...

Ten aanzien van de verjaring moet ook worden geregeld, wat gebeurt met rechtsvorderingen "die volgen uit een door de strafwet omschreven feit". Naar 's Raads mening geldt terzake het beginsel, dat de burgerlijke vordering volgende uit een misdrijf na eenzelfde termijn als de publieke vordering verjaart. Wanneer het dus gaat om een feit als de "in het ambt verrichte daad" die als misdrijf is aan te merken, zal de belanghebbende het voordeel van de verjaring in strafzaken kunnen inroepen, indien deze korter is dan de in het ontwerp bepaalde verjaring. Is daarentegen de verjaring in strafzaken langer dan de driejarige volgens het ontwerp, dan zal deze laatste niet kunnen spelen.

Een laatste geval moet onder ogen worden genomen. Wat gebeurt er, indien de wet de duur van de burgerlijke verjaring losmaakt van de duur van de verjaring in strafzaken, door te bepalen dat de eerste korter zal zijn dan de laatste (zie bijvoorbeeld artikel 12 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders, gewijzigd bij de besluitwet van 6 September 1946, en artikel 218 van het Wetboek der registratierechten) ?

Voor dit geval stelt de Raad van State voor, dat de burgerlijke vordering zou verjaren binnen de door wet gestelde langste termijn, zonder dat deze evenwel langer mag duren dan de in het ontwerp bedoelde termijn van drie jaar, of dan de verjaringstermijn voor de publieke vordering, ingeval deze langer is dan die van drie jaar.

.../...

Indien bijvoorbeeld de verjaringstermijn in strafzaken één jaar en in burgerlijke zaken vijf jaar bedraagt, zal de termijn voor het instellen van de burgerlijke vordering tot drie jaar worden verminderd. Duurt de verjaring in strafzaken daarentegen tien jaar en in burgerlijke zaken twintig jaar, dan zal de termijn voor het instellen van de burgerlijke vordering niet drie jaar, maar tien jaar bedragen.

Evenals artikel 18 van de besluitwet van 23 Augustus 1944, betreffende het sequester van vijandelijke goederen, rechten en belangen, voor de regeling van de aansprakelijkheid van de beheerders van de Dienst het bepaalde in de artikelen 61 en 62 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen had overgenomen, heeft de Raad van State, behoudens enkele aanvullingen, voor de door hem voorgestelde tekst een voorbeeld genomen aan artikel 194 van dezelfde samengeordende wetten, dat betrekking heeft op de vijfjarige verjaring van sommige rechtsvorderingen.

De voorgestelde tekst slaat niet alleen op de beheerders, maar ook op de gevolmachtigden en aangestelden van de Dienst en op de "beambten" van de Staat, die de Dienst opvolgt. De term "gevolmachtigde" moet zeer ruim worden geïnterpreteerd en omvat met name eenieder die, in welke hoedanigheid ook, op bevel van de Dienst gehandeld heeft. Een zelfde ruime interpretatie geldt voor de term "beambten", welke niet alleen

.../...

de leden van het Rijkspersoneel in de strikte betekenis bedoelt, maar met name eenieder die met een gevolmachtig of een aangestelde zou kunnen worden gelijkgesteld of die, in welke hoedanigheid ook, op bevel van de Staat mocht hebben gehandeld.

Het toepassingsgebied van de driejarige verjaring is zeer ruim en omvat inzonderheid : de rechtsvorderingen steunend op voornoemd artikel 18 van de besluitwet van 23 Augustus 1944, de actio mandati wegens tekortkoming in het beheer, de rechtsvordering van de aansteller tegen zijn aangestelde, de rechtsvordering steunend op de overtreding van de wetgeving inzake sequester en op de overtreding van wettelijke verplichtingen in het algemeen en ook op de Aquiliaanse schuld, waaruit voor gesequestreerden of derden nadeel is ontstaan naar aanleiding van het beheer of de tegeldemaking van onder sequester gestelde vermogens.

Daarentegen geldt de verjaring van drie jaar niet voor rechtsvorderingen steunend op contractuele verhoudingen tussen de Dienst en derden, die bij voorbeeld met de Dienst een huur- of verkoopcontract hebben aangegaan.

.../...

Naar analogie met artikel 194 van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, loopt de verjaring in beginsel vanaf de feiten.

De termijn moet echter een ander vertrekpunt hebben wanneer het gaat om een geding, dat een gesequestreerde aanhangig heeft gemaakt. Men kan de termijn immers niet doen ingaan vooraleer de gesequestreerde opnieuw zijn vrijheid tot handelen heeft verkregen, dit wil zeggen voor aleer het sequester een einde heeft genomen.

Het sequester neemt een einde hetzij door de opheffing, hetzij door de voltooiïng van de vereffening.

Waar het gaat om goederen van de vijand, komt opheffing zelden voor en neemt het sequester normaal een einde door de toewijzing van de netto-opbrengst der vereffening aan de Schatkist (artikel 23 van de wet van 14 Juli 1951).

De vijandelijke gesequestreerden zullen tegen de Dienst of de Staat-opvolger alleen over een rechtsvordering beschikken voorzover zij de opheffing bekomen. Immers, indien een daad van slecht beheer zou verricht zijn zonder dat er sprake is van de opheffing van het sequester, zou hieruit volgen dat het aan de Schatkist gestorte bedrag lager zou liggen, maar dat de vijandelijke gesequestreerde er geen belang zou bij hebben zich te beklagen noch daartoe over een rechtsvordering zou beschikken.

.../...

Wat betreft het sequester van beklaagden, dit loopt slechts ten einde door de opheffing.

De gesequestreerde heeft er belang bij zich te beklagen over een daad van slecht beheer die de waarde van zijn patrimonium vermindert en hem eventueel verhindert zijn schulden tegenover de Staat te vereffenen.

Uit wat voorafgaat volgt dat, met betrekking tot de rechtsvordering van de gesequestreerde, moet worden beslist dat de verjaringstermijn met de opheffing zal ingaan.

De door de Regering voorgestelde tekst verklaart nader dat de termijn ingaat hetzij "bij het posten van een aangetekende brief met de betekening van de handlichting aan de gesequestreerde, zo het om de sequestratie van vijandelijke goederen gaat, hetzij bij de bekendmaking van de handlichting in het Belgisch Staatsblad, zo het enigerlei andere sequestratie geldt".

Bij deze tekst moet worden opgemerkt, dat de huidige wetgeving weliswaar de bekendmaking van de opheffing voorschrijft, maar dat dit niet het geval is voor het zenden van een ter post aangetekend schrijven, bij sequestratie van vijandelijke goederen. Hieruit blijkt dan dat deze laatste bepaling nieuw is.

Naar analogie met de regelen die ter zake van vennootschappen op de vijfjarige verjaring toepasselijk zijn, blijven, voor de in het ontwerp bedoelde verjaring van drie jaar, de gemeenrechtelijke oorzaken van stuiting gelden.

.../...

Wat de minderjarigen en de ontzette personen betreft, maakt de voorgestelde tekst toepassing van artikel 2278 van het Burgerlijk Wetboek waarvan het de bewoordingen overneemt.

\+

\+ \+

In haar zitting van 3 Februari 1954 heeft de Kamer een ontwerp van wet goedgekeurd betreffende de levensverzekeringscontracten, in België door de Duitse verzekeringsondernemingen onderschreven na 10 April 1920, nog in voege of nog niet volledig geregeld op 4 September 1944.

Over dit ontwerp heeft de Commissie voor Economische Zaken en Middenstand een verslag aan de Senaat opgemaakt (Senaat, zittijd 1953-1954, Doc. nr 202, zitting 18 Februari 1954). Op 9 Maart 1954 werd door de H.ROLIN een amendement ingediend (Ibid.,Doc. nr 267).

Daar het ontwerp dat thans aan de Raad van State wordt voorgelegd een weerslag zal hebben op het zoëven genoemd wetsontwerp, ware het aangewezen dat laatste in overeenstemming te brengen met het ontwerp dat de ontbinding van de Dienst van het sequester voorschrijft.

\+

\+ \+

Voor het overige beveelt de Raad van State in de hiernavolgende tekst een aantal vormwijzigingen aan, die geen commentaar behoeven.

Artikel 1.-

De Dienst van het sequester wordt ontbonden.

.../...

Zijn rechten en verplichtingen gaan over op de Staat.

In de hangende rechtsgedingen treedt de Staat van rechtswege in de plaats van de Dienst.

Artikel 2.-

De bevoegdheden van de Dienst gaan over op de Minister van Financiën (Bestuur der registratie en domeinen)

Artikel 3.-

De nog bij de Dienst tewerkgestelde bedienden worden in het Bestuur der registratie en domeinen opgenomen als tijdelijk personeel, tenzij zij verkiezen het stelsel van hun bediendencontract te behouden.

Een koninklijk besluit stelt de regelen voor deze opneming en bepaalt onder welke voorwaarden de belanghebbenden in vast verband kunnen worden benoemd in de Rijksbesturen.

Artikel 4.-

De gesequestreerde gelden worden aan de Staat afgedragen en in een bijzonder artikel van de begroting voor ord opgenomen onder de rubriek : "In de Schatkist gedeponeerde gelden waarvan de terugbetaling rechtstreeks geschiedt door de rekenplichtigen der besturen die dezelve ontvangen hebben

.../...

Artikel 5.-

De rechtsvorderingen die wegens daden van hun ambt ingesteld worden tegen de beheerders, gevolmachtigden en aangestelden van de Dienst of tegen de beambten van de Staat voor zover deze de Dienst opvolgt of zijn opdracht voltooit en de tegen de Dienst of de Staat ingestelde rechtsvorderingen waarvan de oorzaak niet in een contract is gelegen, verjaren na drie jaar, onverminderd de krachtens bijzondere wetten uitgevaardigde kortere verjaringen.

De rechtsvorderingen volgende uit een door de strafwet omschreven feit verjaren na dezelde termijn als de publieke vordering, tenzij bij een wet anders is bepaald. In dit laatste geval, verjaren zij na verloop van de bij deze wet gestelde termijn, welke evenwel niet langer mag duren dan de in dit artikel bepaalde termijn van drie jaar of dan de termijn van verjaring voor de publieke vordering zo deze laatste langer is dan voornoemde termijn van drie jaar.

De termijn van drie jaar loopt vanaf de feiten of, zo het feiten betreft die van vóór de inwerkingtredi van dit artikel dagtekenen, vanaf deze inwerkingtreding.

Wanneer de vordering ingesteld wordt door een gesequestreerde die opheffing van het sequester heeft verkregen, loopt de termijn van drie jaar, ofwel vanaf de afgifte ter post van een aangetekende brief waarbij aan de gesequestreerde van de opheffing kennis wordt gegeven, wanneer het de sequestratie van vijandelijke goederen betreft, ofwel vanaf de bekendmaking van de opheffing in het Belgisch Staatsblad, wanneer het een andere sequestratie betreft. Heeft de opheffing vóór de inwerkingtreding van dit artikel plaats gehad, dan loopt de termijn van drie jaar vanaf deze inwerkingtredi

Werden deze feiten bij bedrog verborgen gehouden en werden zij ontdekt na het tijdstip waarop de in de vorige twee leden bepaalde termijn begint te lopen, dan gaat de termijn eerst in bij de ontdekking van deze feiten.

De in dit artikel bepaalde verjaring van drie jaar loopt tegen de minderjarigen en de ontzette personen, behoudens hun verhaal tegen hun voogden.

Dit artikel doet geen afbreuk aan artikel 3 van de besluitwet van 14 Mei 1946 krachtens hetwelk de ondernemingen, die de reglementering betreffende de bevoorrading van het land overtreden, onder beheer van de Dienst van het sequester kunnen worden gesteld.

Artikel 6.-

Deze wet treedt 1 Januari 1956 in werking, behalve artikel 5 dat in werking treedt de dag waarop d wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

J.COYETTE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,

P.COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P.ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s). F.LEPAGE.